



Syndicat intercommunal pour l'Alimentation  
en Eau Potable de la Région de l'Isle-Adam  
Champagne-sur-Oise, L'Isle-Adam et Parmain

**2007<sup>ème</sup> OPERATION 'EAU POTABLE**

**ACCORD CADRE MONO ATTRIBUTAIRE A BONS DE  
COMMANDE**

**MAITRISE D'ŒUVRE, ASSISTANCE A MAITRISE  
D'OUVRAGE**

**Cahier des Clauses Administratives  
Particulières**

# Sommaire

<b>2007<sup>ème</sup> OPERATION 'EAU POTABLE</b>	<b>1</b>
<b>ACCORD CADRE MONO ATTRIBUTAIRE A BONS DE COMMANDE</b>	<b>1</b>
<b>MAITRISE D'ŒUVRE, ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE</b>	<b>1</b>
1. Objet du marché, dispositions générales	3
1.1. Objet	3
1.2. Décomposition du marché	4
1.3. Représentation des parties	4
1.4. Intervenants	4
1.5. Durée du marché	5
1.6. Reconduction	5
2. Pièces contractuelles du marché	5
3. Délais et lieux de livraison	5
3.1. Délai d'intervention	5
3.2. Lieux d'exécution des prestations	5
4. Forme des notifications et informations au titulaire	5
5. Prix, variation du prix	6
5.1. Mode d'établissement du prix	6
5.2. Nature du prix	6
5.3. Contenu des prix	6
5.4. Forme et variation du prix	6
5.5. Modalité de révision des prix	7
5.7. Application de la TVA	7
6. Avance	8
7. Règlement des comptes	8
7.1. Transmission des demandes de paiement	8
7.2. Modalités de règlement du prix	9
7.3. Demandes de paiement	10
7.4. Délais de règlement	10
7.5. Informations complémentaires	10
7.6. Intérêts moratoires	10
7.7. Règlement en cas de cotraitants	10
8. Pénalités	11
8.1. Pénalités de retard et autres	11
9. Modalités d'exécution du marché	11
9.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	11

9.2. Conditions d'exécution des prestations .....	11
9.3. Documents à fournir pour l'exécution des prestations.....	11
9.4. Délai de garantie des fournitures .....	11
10. Constatation de l'exécution des prestations .....	12
10.1. Réception .....	12
10.2. Obligation du titulaire.....	12
11. Assurances .....	12
12. Clause de réexamen.....	13
13. Résiliation.....	13
14. Différents et litiges.....	14
15. Dérogations au C.C.A.G applicable .....	14

## 1. Objet du marché, dispositions générales

### 1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P), a pour la maitrise d'œuvre et l'assistance à maitrise d'ouvrage.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

Le marché comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du C.C.A.G-FCS, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

## 1.2. Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas composé de tranche

## 1.3. Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et le donneur d'ordre désignent respectivement une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation au donneur d'ordre ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

## 1.4. Intervenants

### Désignation de sous-traitants

Les conditions du régime de la sous-traitance sont celles définies par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Néanmoins, la sous-traitance devra être limitée à des prestations spécialisées. Dans ce cas, le titulaire du marché devra impérativement déclarer le nom des sous-traitants et les montants correspondants des travaux sous-traités au pouvoir adjudicateur au plus tard un mois après la notification du marché et en tout état de cause avant l'intervention des sous-traitants.

Lors de la demande de sous-traitance, le titulaire du marché devra fournir au pouvoir adjudicateur les éléments relatifs à la déclaration du sous-traitant.

Si le sous-traitant est présenté en cours de marché, son acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur sont manifestés par l'établissement d'un acte spécial cosigné par le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

L'acte spécial précise tous les éléments demandés et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements.

## 1.5. Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au 11 octobre 2026, pour la 1<sup>ère</sup> période.

## 1.6. Reconduction

Le présent marché sera ensuite reconductible tacitement trois fois, par période d'un an, soit jusqu'au 11 octobre 2029.

Chaque reconduction interviendra sans formalité particulière, sauf décision expresse de non-reconduction notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur par tout moyen avec accusé de réception, dans un délai minimal de trois (3) mois avant la date d'échéance.

Dans tous les cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période renouvelée.

## 2. Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (sauf cas d'erreur manifeste).

- l'acte d'engagement (A.E) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- le bordereau des prix ;
- les annexes ;
- l'offre technique du titulaire (mémoire technique et ses annexes).

Il est fait application des dispositions de l'article 4.1 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G FCS).

## 3. Délais et lieux de livraison

### 3.1. Délai d'intervention

Les délais sont mentionnés dans le C.C.T.P.

### 3.2. Lieux d'exécution des prestations

L'exécution des prestations est mentionnée dans les C.C.T.P.

## 4. Forme des notifications et informations au titulaire

### Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté,
- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes :  
L'ordre de service ou le document relatif à l'exécution du marché (hors demande d'intervention en urgence) pourra être envoyé par tous les moyens, y compris par voie dématérialisée (courriel ou plateforme de dématérialisation). Le titulaire devra alors accuser réception par le même biais dans un délai de 24 heures maxi. Passé ce délai, la date retenue serait celle du courriel + 1 jour,
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

## 5. Prix, variation du prix

### 5.1. Mode d'établissement du prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques définies ci-après.

### 5.2. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par application des prix unitaires, dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires (B.P.U), aux quantités réellement exécutées.

### 5.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du C.C.A.G FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations, mais également les frais de livraison, de transport, de déplacement, d'hébergement, de restauration.

### 5.4. Forme et variation du prix

Les prix pourront être révisés annuellement à la date de reconduction, dans les conditions du présent article, avec une clause de sauvegarde s'élevant à 3% maximum par période annuelle.

#### Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application de la révision conduirait à une augmentation supérieure à 3 %, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché avec le titulaire concerné, sans indemnité, pour motif d'intérêt général sauf si le titulaire accepte de ramener ladite augmentation à moins de 3 %.

La première révision ne peut pas intervenir avant l'échéance de la première période d'exécution du marché.

Le titulaire doit transmettre le nouveau bordereau des prix, au Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en eau potable avec un préavis d'un mois avant leur date effective d'application, par tout moyen permettant une efficacité de l'envoi et donc une transparence des tarifs.

Le titulaire s'engage par ailleurs à fournir tous les renseignements sur les prix.

## 5.5. Modalité de révision des prix

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix des prestations faisant l'objet du marché est :

Index	Définition
<i>I<sub>n</sub></i>	Ingénierie « ING » base 2010

Publié au Bulletin officiel du Service des prix et au Moniteur des travaux publics pour l'index T.P.

La révision des prix est effectuée par l'application au prix d'un coefficient *C<sub>n</sub>* donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

avec : *I<sub>o</sub>* = valeur de l'index du mois d'établissement des prix

*I<sub>n</sub>* = valeur de l'index du mois de réalisation des prestations.

Pour la mise en œuvre de cette formule les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- ☐ si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- ☐ si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## 5.7. Application de la TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## 6. Avance

Sans objet

## 7. Règlement des comptes

### 7.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

**Les factures seront à déposer en priorité sur le portail CHORUS PRO :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Si les factures ne sont pas déposées sur le portail CHORUS PRO, elles seront envoyées à l'adresse suivante :

**Par scan à l'adresse e-mail suivante** : contact@siaep.info

**Par courrier à l'adresse suivante** :

Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable  
1 avenue Jules DUPRE  
95290 L'ISLE-ADAM

**Factures papier :**

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ; et son n° de Siret ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et le numéro d'engagement (n° d'engagement chorus);
- les fournitures livrées et/ou les prestations exécutées ;
- le prix des fournitures et/ou des prestations HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

**Factures dématérialisées :**

Présentation des demandes de paiement via la plateforme CHORUS :

Mentions obligatoires sur les factures électroniques : mentions indiquées ci-dessus pour les factures papier et en complément les éléments suivants :



- Date d'émission de la facture,
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- Renseignements éventuels relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- Les factures électroniques devront comporter les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, en application de l'article R.123- 221 du code de commerce (Numéro SIRET).

Pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les PME, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire. Cette obligation concerne les microentreprises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

## 7.2. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du C.C.A.G FCS, les précisions ci-dessous sont apportées.

Pour les sous-traitants d'un opérateur économique du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des opérateurs économiques du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'opérateur économique qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de permettre l'exécution de prestations au-delà de la masse initiale du marché par décision de poursuivre.

### 7.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du C.C.A.G FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporterait des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 7.4. Délais de règlement

Les délais dont dispose le donneur d'ordre ou son représentant pour procéder au règlement des acomptes/règlements partiels définitifs éventuels et du solde sont fixés dans l'acte d'engagement.

### 7.5. Informations complémentaires

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique applicable au SIAPIA (comptabilité M49). Elles seront financées sur fonds propres.

Les sommes dues au titulaire seront payées, par mandat administratif, dans les délais prévus par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

### 7.6. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré selon le taux en vigueur à la date à laquelle est survenue l'incident.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

### 7.7. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

## 8. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée. Les pénalités sont applicables dès le premier euro, sans mise en demeure préalable.

### 8.1. Pénalités de retard et autres

Par dérogation à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités suivantes seront appliquées :

- ✓ Le titulaire subira une pénalité de 100 euros **H.T.** par jour de retard dans l'achèvement de ses prestations phase conception. Cette pénalité s'applique également en cas de non intervention dans les conditions de l'article 11-3 du C.C.T.P.
- ✓ Le titulaire subira une pénalité de 100 euros **H.T.** par jour de retard dans la fourniture d'un devis.

Ces pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable du titulaire par simple constat du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

## 9. Modalités d'exécution du marché

### 9.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du C.C.A.G FCS.

### 9.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions des C.C.T.P.

### 9.3. Documents à fournir pour l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire une mise en œuvre corrects des missions telle que définie aux C.C.T.P.

### 9.4. Délai de garantie des fournitures

Sans objet

## 10. Constatation de l'exécution des prestations

L'exécution du marché fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

### 10.1. Réception

L'acceptation du service vaut réception de chaque commande.

### 10.2. Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à ne communiquer aucun renseignement plan ou résultat quelconque à des tiers.

Tout manquement à ces obligations ainsi qu'aux articles 7 et 21 du C.C.A.G entrainera de plein droit la résiliation du marché aux torts du titulaire par application de l'article 37.1 du C.C.A.G.

## 11. Assurances

Le titulaire du marché et ses sous-traitants agréés par le pouvoir adjudicateur devront justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution, puis en cours d'exécution d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

### Assurances responsabilité civile et dommage aux tiers

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages, causés par l'exécution des prestations (que la responsabilité du dommage soit due à un membre de son personnel ou à un système dont il dispose).

- Responsabilité civile en cours d'exécution des prestations,
- Responsabilité civile après exécution des prestations.

Les montants et couverture d'assurance doivent expressément s'appliquer aux dommages causés aux ouvrages préexistants (sols, murs, plafonds, matériels, bâtiments...), et aux sinistres tels qu'incendie, explosion, effondrement etc.

### Justification des polices

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il est détenteur des polices citées aux articles ci-dessus. Le titulaire doit fournir une copie de ses nouvelles polices d'assurance dans le cas où celles présentées lors la notification du marché arrivent à échéance en cours d'exécution du marché public.

Il doit prévenir le service de la commande publique de toutes modifications de ses polices d'assurance.

### Communication des attestations

Le titulaire devra produire, dans le mois qui suit la notification du marché, et au cours du premier trimestre de chaque période d'assurance, les attestations d'assurance en cours de validité justifiant de la souscription des polices mentionnées au présent article et indiquant le montant des garanties et la durée de la période de couverture, et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être engagée.

En cas de couverture insuffisante, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'assurances complémentaires.

## **12. Clause de réexamen**

Le marché ne pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution, sous réserve du respect des conditions prévues par les articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

### Modalités de révision du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) :

En cas d'évolution des normes ou de modification des performances ou exigences fonctionnelles ou intervention d'un besoin spécifique ou nouveau pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, par voie d'avenant (conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique) et à condition qu'il n'y ait pas de bouleversement de l'économie générale du marché, de modifier les clauses afférentes au cahier des clauses techniques particulières pour une mise à jour des spécifications techniques.

Le titulaire devra alors être en mesure de prouver, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente la nouvelle spécification technique lorsque celle-ci est fondée sur des normes ou qu'elles permettent d'atteindre les performances ou exigences fonctionnelles fixées par le pouvoir adjudicateur, sous peine de résiliation amiable du marché.

Tout avenant ou modification de marché sera transmis par tous les moyens, y compris par voie dématérialisée (courriel ou plateforme de dématérialisation). Le titulaire devra alors accuser réception par le même biais.

## **13. Résiliation**

Les dispositions des articles 29 à 36 du C.C.A.G-FCS sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

### **Résiliation aux torts du titulaire**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du C.C.A.G FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du C.C.A.G FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 34.5 du C.C.A.G FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du C.C.A.G FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20 %.
- En complément à l'article 32 du C.C.A.G FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques

## 14. Différents et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 CERGY PONTOISE

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

## 15. Dérogations au C.C.A.G applicable

Liste des articles du C.C.A.G FCS auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du C.C.A.G auxquels il est dérogé	Numéro et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
5.2.3	1.1. Objet, dispositions générales
14.1.1. et 14.1.3	8. Pénalités
32, 34.3 et 34.5	13. Résiliation pour faute du titulaire